

UNIVERSITÉ STENDHAL-GRENOBLE III  
U.F.R. de Langues, Lettres et Civilisations étrangères  
Département d'Études ibériques et ibéro-américaines

Marginalité et répression en Colombie :  
le cas du « nettoyage social »

*Volume I / II*

Delphine MINOTTI-VU NGOC

Thèse de Doctorat  
soutenue le 22 juin 2002

*Directeur de recherches :*  
Monsieur Charles LANCHA

*Membres du jury :*

Monsieur P.-L. Abramson/Université de Perpignan  
Monsieur R. De Roux/ Université de Toulouse  
Monsieur M. Lafon/Université de Grenoble  
Monsieur C. Lancha/Université de Grenoble

Je tiens à remercier vivement MM. les Professeurs Rodolfo De Roux et Pierre-Luc Abramson pour avoir bien voulu être les rapporteurs de cette thèse ainsi que M. le Professeur Michel Lafon pour avoir accepté de participer au jury. Mes remerciements vont également à M. le Professeur Charles Lancha qui pendant ces années a dirigé mon travail, m'a soutenue et écoutée. Je n'oublierai pas non plus ceux qui, lors de mon voyage en Colombie en 1998, ont vivement participé, d'une manière ou d'une autre, à cette thèse. Je souhaite aussi exprimer ma gratitude à Claire Vu Ngoc pour m'avoir fait profiter de sa connaissance de la langue française et au reste de ma famille, présente durant tout ce travail, avec une pensée spéciale pour San...

À San, Gaïa et ...

## *Table des matières*

### VOLUME I

INTRODUCTION .....	7
 PARTIE I : APPARITION ET VICTIMES .....	 20
1- PREMIERES MANIFESTATIONS ET PREMIERES VICTIMES DU « NETTOYAGE SOCIAL » .....	20
1-1 Apparition du « nettoyage social » .....	20
1-1-1 Pereira : un cas annonciateur .....	20
1-1-2 Premiers cas et premières villes touchées .....	22
1-1-3 Raisons à l'origine du phénomène .....	27
1-2 Le « nettoyage social » en Colombie .....	58
1-2-1 Termes, <i>modus operandi</i> et définition .....	58
1-2-2 Mise en garde .....	74
1-3 Évolution du « nettoyage social » .....	76
1-4 Autres « nettoyages » et autres formes d'intolérance .....	89
1-4-1 Un « nettoyage » parmi d'autres .....	89
1-4-2 Intolérance sociale et urbaine .....	98
2- LES VICTIMES : PRESENTATION ET ETUDE .....	100
2-1 Typologie des victimes .....	100
2-1-1 Les délinquants .....	102
2-1-2 Les toxicomanes et les narcotrafiquants pauvres .....	108
2-1-3 Les « habitants de la rue » et les récupérateurs .....	111
2-1-4 Les enfants des rues .....	120
2-1-5 Les « travailleurs sexuels » .....	131
2-1-6 Les malades mentaux .....	140
2-2 Causalités de leur existence .....	143
2-2-1 Les raisons socio-économiques .....	143
2-2-2 Les déplacements de population .....	154
2-2-3 Les problèmes liés à la famille .....	170
2-3 Le problème de l'identité et de ses conséquences .....	180
2-3-1 Le problème de l'identité .....	181
2-3-2 Marginalité et exclusion sociale .....	187
 PARTIE II : LES RESPONSABLES DU « NETTOYAGE SOCIAL » .....	 192
1- ASSASSINS ET COMMANDITAIRES .....	192
1-1 La Police et les Forces de sécurité .....	196

<i>1-2 Les Forces armées et les paramilitaires</i> .....	216
1-2-1 Les militaires .....	217
1-2-2 Les paramilitaires .....	225
1-2-3 Les CONVIVIR .....	244
<i>1-3 Les guérillas</i> .....	255
<i>1-4 Les civils</i> .....	268
<b>2- RAISONS, CAUSES ET MOTIVATIONS</b> .....	291
<i>2-1 Les raisons contextuelles</i> .....	292
2-1-1 Le contexte de violence généralisée .....	292
2-1-2 Les raisons économiques et sociales .....	300
2-1-3 Le problème de la criminalité et de la délinquance .....	302
2-1-4 La justice .....	304
2-1-5 Les « nouveaux » phénomènes .....	305
2-1-6 La perception déformée de la réalité .....	306
<i>2-2 La ville et le « nettoyage social »</i> .....	309
2-2-1 Un lieu privilégié pour les regroupements d'individus et pour les relations sociales .....	311
2-2-2 La multiplicité des violences en ville .....	315
2-2-3 Les imaginaires sociaux en milieu urbain .....	322
2-2-4 La récupération de l'espace public urbain .....	327
2-2-5 L'organisation des villes et le « nettoyage social » .....	333
<i>2-3 Les raisons idéologiques</i> .....	345
2-3-1 Refus et intolérance .....	346
2-3-2 La légitimité .....	359
2-3-3 Conservation et rétablissement de l'ordre public .....	364
2-3-4 La justice privée .....	369
2-3-5 L'exemplarité .....	372
2-3-6 « Nettoyage social » et idéologies d'extrême-droite .....	378

## VOLUME II

<b>PARTIE III : L'ÉTAT COLOMBIEN</b> .....	403
<b>1- RETOUR EN ARRIERE</b> .....	406
<i>1-1 Rappel historique</i> .....	406
<i>1-2 Le système politique colombien</i> .....	425
<b>2- UN ÉTAT FRAGILE</b> .....	437
<i>2-1 Fragilité et impuissance de l'État colombien</i> .....	438
2-1-1 Les raisons profondes .....	438
2-1-2 Responsabilité dans le narcotrafic .....	442

2-1-3 Le problème de l'unité nationale .....	448
2-2 <i>Théorie et réalité</i> .....	456
2-2-1 La théorie : l'exemple de la Constitution de 1991 .....	458
2-2-2 La réalité.....	466
3- CARENCES ET DYSFONCTIONNEMENTS .....	482
3-1 <i>Force et violence</i> .....	483
3-2 <i>Autres obligations non remplies</i> .....	493
4- PROBLEMES DU SYSTEME JUDICIAIRE ET DE L'IMPUNITÉ .....	533
4-1 <i>Le système judiciaire colombien</i> .....	533
4-1-1 Les principaux mécanismes du système judiciaire colombien .....	534
4-1-2 Les problèmes du système judiciaire.....	540
4-1-3 Justice et violence .....	546
4-2 <i>L'impunité en Colombie</i> .....	556
4-2-1 Situation générale.....	558
4-2-2 La justice militaire.....	563
4-2-3 L'impunité dans les faits .....	583
5- AUTRES ACTEURS .....	601
5-1 <i>La société civile</i> .....	601
5-2 <i>L'Église catholique colombienne</i> .....	614
CONCLUSION .....	626
BIBLIOGRAPHIE.....	636
ANNEXES.....	648
<i>CARTE DE LA COLOMBIE</i> .....	649
<i>CARTE DES DÉPARTEMENTS COLOMBIENS</i> .....	650
<i>CARTE DE SANTA FÉ DE BOGOTA</i> .....	651
<i>El Colombiano (Medellin), article du 12-08-1983</i> .....	652
<i>El Tiempo (Bogota), article du 8-09-1985</i> .....	653
<i>El País (Cali), article du 4-03-1986</i> .....	654
<i>El Espectador (Bogota), article du 19-02-1994</i> .....	655
<i>El Tiempo (Bogota), article du 27-02-1995</i> .....	657
INDEX .....	659

## INTRODUCTION

Bien que cela puisse paraître un lieu commun de le dire, la Colombie est une terre de contrastes, « el país de los extremos y de la esquizofrenia, pero nunca el de los puntos medios » (1). Ce vaste pays, un peu plus d'un million de kilomètres carrés pour environ 40 millions d'habitants, recèle le pire comme le meilleur. C'est la patrie des fameux cartels de la drogue mais aussi de Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature. Alors que, d'après un sondage assez récent, 86 % de ses habitants affirment se sentir heureux (2), on y recense un des taux d'homicides les plus élevés au monde, surtout dans un pays non officiellement en guerre. Chaque année, plus de 30 000 personnes sont ainsi assassinées (seul un faible pourcentage l'est pour des raisons politiques) (3) tandis que près de 4 000 autres sont victimes d'enlèvements (4).

L'économie nationale, à l'instar de celle de nombreux pays, est entrée à la fin de 1998 dans un cycle récessif et traverse une crise assez difficile. Toutefois, depuis son ouverture au marché mondial en 1991, la Colombie est considérée comme « l'un des pays émergents les plus prometteurs de la région » (5). Riche en ressources naturelles, minières et pétrolières, c'est le

---

1- *Cambio 16/Colombia*, « El "Colombian way of life" », 22-07-1996; « le pays des extrêmes et de la schizophrénie mais jamais celui des justes milieux ».

2- *Ibid.*, p.24.

3- Il s'agit ici d'estimations car en 1994 on considérait que seuls 35 % des victimes de violences les dénoncent à la Police, en raison notamment du très fort taux d'impunité : pour les crimes de sang, 97 % d'entre eux restent impunis. GONZALEZ F., ZAMBRANO F., *L'État inachevé, les racines de la violence en Colombie*, Paris : Fondation pour le Progrès de l'Homme, série « Dossiers pour un débat » n°42, 1995, p.11.

4. ANTIOQUIA POR COLOMBIA, *La criminalidad en Colombia*, Medellin : Antioquia por Colombia, 2001, p.1.

5- POSTE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE BOGOTA, *Lettres de Bogota*, Bogota : Ambassade de France en Colombie, avril 1999, p.1.

premier exportateur mondial d'émeraudes, le deuxième de café et de fleurs fraîches coupées, le quatrième de charbon.

Néanmoins, selon l'Unicef, 32 % de la population urbaine (73 % des Colombiens vivent dans des villes) se situent en dessous du seuil de pauvreté absolue, touchés notamment par le sous-emploi et les emplois précaires ; dans les campagnes, les chiffres sont encore plus alarmants puisque la pauvreté absolue touche 70 % de la population (6).

Dans le domaine politique, le contraste perdure. Si on exclut la courte dictature militaire de Rojas Pinilla et de la junte militaire (1953-1958), la Colombie est en effet la plus ancienne démocratie civile d'Amérique latine, même s'il s'agit bien souvent d'une démocratie « restreinte » pour reprendre les termes de D. Pécaut (7). Mais elle possède aussi la plus vieille guérilla du monde, en activité permanente depuis près de cinquante ans. Depuis 1956, date d'instauration du « Front National » (aboli dans la pratique en 1986), la vie politique colombienne s'articule autour de deux pôles qui se partagent le monopole électoral : le parti libéral et le parti conservateur. Ce système a notamment comme inconvénient majeur d'empêcher la pleine expression des diverses formes normales d'opposition et donc de participer pour une large part à la genèse de la violence dans ce pays. Daniel Pécaut le souligne en affirmant que « la tentation de la violence est toujours considérable pour une opposition qui sait qu'en dehors d'une telle circonstance elle ne peut prétendre au pouvoir » (8). La Colombie a cependant connu des tentatives récentes de création de mouvements d'opposition. Ce fut notamment le cas dans le milieu des années 1980, lorsque l'Union patriotique (coalition de gauche) tenta de

---

6- U.N.I.C.E.F., *The state of the world's children 1997*, New-York : U.N.I.C.E.F., 1998, p.97 et 99. Les chiffres relatifs au seuil de pauvreté absolue sont ceux de la période 1980-89.

7- PÉCAUT D., *L'ordre et la violence, évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*, Paris : Editions de l'E.H.E.S.S., 1987, p.17.

8- PÉCAUT D., « Réflexions sur la violence en Colombie » in *De la violence*, Paris : Éditions Odile Jacob, Collection « Opus », 1996, p.231.

s'imposer comme une véritable alternative aux partis traditionnels. Mais elle se heurta elle aussi à la violence... Elle fut systématiquement éliminée et plus de 1 500 de ses dirigeants, membres ou simples sympathisants furent assassinés, ce qui mit fin à cette tentative <sup>(9)</sup>. Les dernières élections présidentielles quant à elles ont vu en 1998 la victoire du conservateur Andrés Pastrana dont l'une des priorités était de rétablir la paix. Un dialogue a donc été engagé avec la guérilla en janvier 1999 mais, après de nombreuses incertitudes, il a finalement été rompu en février 2002. Quant aux paramilitaires, ils exigent eux aussi d'avoir leur mot à dire et les violences exercées de tous bords se poursuivent malgré les trêves provisoires déclarées régulièrement. Le pays s'enlise et seule une aide extérieure pourrait faire avancer les choses.

Pendant ce temps, c'est une fois encore la population civile qui fait les frais de cette situation. Dans un rapport datant de mars 1998, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme en place à Bogota déclarait que « la population civile est la principale victime de la violence exercée par toutes les parties engagées dans le conflit. Les populations et les autorités locales qui vivent dans les zones de conflit sont exposées aux actions de tous ceux qui portent des armes » <sup>(10)</sup>. La population civile est ainsi fréquemment menacée par les combattants de tous bords, soit pour l'inciter à coopérer, soit pour l'en dissuader. Des menaces de mort sont massivement proférées dans les zones rurales afin de provoquer la terreur <sup>(11)</sup>. Les exactions commises peuvent aller du paiement de la *vacuna* (impôt arbitraire) à l'assassinat, souvent collectif, en passant par l'exode forcé qui depuis 1985 a poussé sur les routes près de deux millions de déplacés <sup>(12)</sup>. Mais la violence

---

<sup>9</sup>- AMNESTY INTERNATIONAL, *Colombie : le vrai visage de la terreur*, Paris : A.I., 1994, p.16.

<sup>10</sup>- O.N.U., *Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme pour la Colombie-1997*, Genève : O.N.U., 1998, p.19.

<sup>11</sup>- Ibid., p. 6.

<sup>12</sup>- C.O.D.H.E.S., GRUPO TEMÁTICO DE DESPLAZAMIENTO, *Estado de situación del desplazamiento y retos para el año 2001*, Bogota : G.T.D., 2001, p.3.

politique ne représente qu'un faible pourcentage de la violence qui gangrène le pays. La criminalité courante a pris ces dernières années des proportions plus qu'alarmantes. D'une façon globale, la violence touche, à des degrés divers, toutes les catégories sociales, aussi bien les modestes paysans, comme nous venons de le voir, que les hommes politiques, les journalistes engagés, les défenseurs des Droits de l'homme. ou encore le citoyen refusant de se laisser détrousser. La Colombie est un pays où, de toute façon, il ne fait pas bon s'engager pour défendre la paix, les Droits de l'homme et encore moins son portefeuille. Les journalistes, notamment, payent un lourd tribut à la violence ; depuis 1989, 58 d'entre eux y ont été assassinés <sup>(13)</sup>. Les défenseurs des Droits de l'homme ne sont pas mieux lotis ; on pourrait malheureusement citer des dizaines de cas. Rappelons simplement celui qui coûta la vie à Mario Calderon, Elsa Alvarado et au père de cette dernière, le 19 mai 1997 dans leur appartement du centre de Bogota. Le couple, qui militait pour le respect de l'environnement et des Droits de l'homme au sein du C.I.N.E.P. <sup>(14)</sup>, aurait été assassiné par des tueurs à gages au service d'un des plus importants groupes paramilitaires, les « Autodéfenses Paysannes de Cordoba et d'Uraba » <sup>(15)</sup>. Cette organisation aurait des liens très étroits avec les narcotrafiquants et l'Armée colombienne <sup>(16)</sup>.

Le gouvernement signalait en 1997 que la violence exercée par la guérilla, le narcotrafic, les paramilitaires et la délinquance commune est la première cause de mortalité en Colombie, surtout parmi les jeunes <sup>(17)</sup>.

---

13- REPORTERS SANS FRONTIÈRES, *Rapport 1999*, Paris : R.S.F., 2000, p.24.

14- « Centro de Investigación y Educación Popular », O.N.G. colombienne s'occupant des Droits de l'homme en Colombie, particulièrement active et fiable.

15- *Semana*, « Crimen y castigo », 18-05-1998

16- HUMAN RIGHTS WATCH, *The Ties that bind : Colombia and Military-Paramilitary links*, New-York : HRW, 2000.

17- *El Mundo*, « Violencia, primera causa de muerte en Colombia », 20-11-1997.

La violence dans cette partie du monde n'est pas un phénomène récent. Retracer l'histoire de la Colombie année par année n'est pas notre propos, même si cela aurait le mérite d'en montrer la continuelle présence. Nous nous contenterons ici de rappeler brièvement les grands conflits qui jalonnèrent l'histoire du pays durant les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Comme les pays voisins, la naissance de la Colombie est liée aux guerres qui permirent au sud du continent américain de prendre son indépendance face à l'Espagne. Après de longues et tumultueuses années, la future Colombie vit le jour en 1819 à l'issue, notamment, de la célèbre bataille de Boyaca. Mais l'émancipation n'instaura pas une paix durable. En effet, très vite commença une série de guerres civiles qui allaient durer jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et qui auraient coûté la vie à plus de 130 000 Colombiens (18). Le siècle suivant ne commença pas sous de meilleurs augures mais par la sanglante « guerre des mille jours » (19). Les luttes entre les conservateurs et les libéraux se poursuivirent durant toute la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. L'épisode le plus marquant, en raison du nombre des victimes mais surtout de son importance pour l'avenir du pays, fut bien entendu celui dit de la « Violence ». Cette nouvelle guerre civile, qui entre 1946 et 1965 fit plus de 200 000 morts pour une population de quinze millions d'habitants (20), fut le prolongement des guerres civiles du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle mit en évidence une fois encore l'organisation du pays en factions politiques et non en classes sociales (21). Le rôle de la « Violence » a été déterminant, aussi bien dans l'économie colombienne (notamment en ce qui

---

18- COMISIÓN INTERNACIONAL DE JURISTAS/COMISIÓN ANDINA DE JURISTAS, *Violencia en Colombia*, Lima : C.I.J./C.A.J., 1990, p. 63.

19- Ce conflit est proportionnellement plus meurtrier que la « Violence » puisque le nombre des victimes serait de plus de 100 000 personnes, soit 3,5 % de la population totale ; MINAUDIER J.P., *Histoire de la Colombie, de la conquête à nos jours*, Paris : L'Harmattan, 1992, p.193.

20- PÉCAUT D, « Quelques réflexions sur le phénomène de "La Violence" dans les années 1945-1953 » in *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien-Caravelle*, 1976, n°26, p.56.

21- ORTIZ SARMIENTO C.M., *La Violence en Colombie, racines historiques et sociales*, Paris : L'Harmattan, 1990, p.271.

concerne la concentration des richesses dans certaines régions) que dans l'ensemble de la société, point sur lequel nous reviendrons plus tard.

L'héritage de la « Violence » pèse considérablement sur la Colombie actuelle ; il en va de même pour les conflits antérieurs, du XIX<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du XX<sup>e</sup>. Il semblerait que la mémoire des Colombiens dans ce domaine soit tenace, « comme si le souvenir de tous les conflits passés ne s'effaçait pas » et qu'ils soient nombreux à croire que la violence représente la « trame sous-jacente de leur histoire politique et sociale » (22).

Il est vrai, comme nous l'avons brièvement vu, que dans l'histoire de ce pays le recours à la violence n'a pas été ponctuel mais plutôt permanent. C'est une « modalité concrète d'action » (23) qui permet de restreindre la démocratie colombienne mais qui en est aussi le fruit. Nonobstant, la violence que connaît actuellement la Colombie n'est pas la suite directe de la « Violence ». Au XIX<sup>e</sup> siècle et dans une vaste première moitié du XX<sup>e</sup>, la violence était plutôt de type politique ; actuellement, elle revêt des aspects plus divers. Aux conflits politiques s'ajoutent des phénomènes violents peu ou non politiques, tels le narcotrafic ou encore l'explosion de la délinquance commune. D'autre part, aux conflits anciens viennent se greffer de nouveaux acteurs, comme les paramilitaires, rendant ainsi la situation plus complexe encore. Quant à la guérilla, sa lutte continue de perdre de son contenu idéologique et elle s'engage, comme les paramilitaires, vers des dérives de plus en plus mafieuses où l'importance est donnée avant tout au contrôle des richesses. La violence actuelle, dont l'origine remonte aux années 1970, est donc beaucoup plus complexe que par le passé, notamment en raison de la multitude des acteurs et des possibles interférences entre les différentes violences. Le pluriel est désormais incontournable tant la violence aujourd'hui possède un caractère

---

22- PÉCAUT D., « Réflexions sur la violence en Colombie », p.226.

23- PÉCAUT D., *L'ordre et la violence, évolution socio-politique de la Colombie entre 1930 et 1953*, p.14.

multiforme. L'existence de liens entre les différents types de violence a notamment donné naissance en espagnol à de nouvelles expressions comme *narcoparamilitarismo*. Une autre caractéristique de ce phénomène réside dans le fait qu'il est maintenant beaucoup plus urbain, même si les zones de conflit guérilla-paramilitaires sont plutôt rurales. Les processus migratoires, qu'ils soient d'origine économique ou politique, ont en effet conduit la plupart des Colombiens à vivre dans les villes. Une nouvelle catégorie de violence a donc pris son essor : la violence urbaine. La ville représente le meilleur exemple de la multiplicité des violences dans la mesure où elle renferme tous les facteurs (culturels, économiques, politiques et sociaux) nécessaires à leur apparition (24).

C'est dans ce contexte que nous nous proposons d'étudier une des formes de violence que connaît la Colombie et que l'on désigne communément sous le nom de « nettoyage social » (*limpieza social* en espagnol). Ce phénomène peu connu du grand public comporte des ressemblances avec celui des « escadrons de la mort » au Brésil, un temps fort médiatisé dans notre pays. Il s'agit comme son nom l'indique d'une pratique visant, selon ses responsables, à « nettoyer » la société de ceux qu'ils jugent indésirables : enfants des rues, délinquants, toxicomanes, petits trafiquants de drogue, sans-abris, prostituées, travestis, récupérateurs, etc. Ceux qu'en Colombie on nomme *los habitantes de la calle* mais que les « escadrons » qualifient de *desechables* (25). Pour ce faire, est employée la méthode la plus radicale qui soit : l'élimination physique.

Depuis son apparition, vers la fin des années 1970, le « nettoyage social » fait chaque année des centaines de victimes. Pourtant ce phénomène se trouve souvent occulté par d'autres, jugés plus importants sur le plan national, comme durant le gouvernement Pastrana le dialogue pour la paix avec la guérilla. Depuis quelques années, les chiffres de la violence sont en nette

---

24- TELLEZ ARDILA A.M., *Las milicias populares, otra expresión de la violencia social en Colombia*, Bogota : Rodríguez Quito editores, 1995, p.28.

25- « Les habitants de la rue » et les [êtres]« jetables ».

augmentation ; en 1970, 4 469 personnes sont décédées de mort violente, en 1980, elles étaient 6 769, en 1989 le chiffre passait à 20 000 <sup>(26)</sup> et pour l'année 2001 on estimait le nombre des victimes à 37 190 <sup>(27)</sup>. Dans un climat de violences si extrême, le « nettoyage social » passerait presque inaperçu si les O.N.G. de toute nationalité ne tentaient pas de recenser les cas et d'alerter l'opinion publique et les dirigeants, aussi bien sur le plan national qu'international. La presse fait parfois aussi état de cas mais il s'agit plutôt de la rubrique « faits divers » et son intention reste toujours l'information et non l'analyse. Les allusions au « nettoyage social » sont donc fréquentes, surtout dans la décennie qui suivit son apparition, mais il s'agit surtout de comptes-rendus des faits et non pas d'études ou de réflexions sur ce phénomène.

Les études approfondies réalisées sur le sujet sont fort peu nombreuses. Certains ouvrages ou travaux universitaires effleurent le sujet ou ne l'abordent que dans la mesure où ils traitent de la violence en Colombie et que le « nettoyage social » en fait partie. D'autres semblent aborder ce thème mais ils proposent fréquemment une approche qui diffère de celle que nous entendons évoquer ici. Bien souvent, ils ne vont pas au-delà de la simple dénonciation du phénomène. D'autre part, il faudrait aussi déterminer exactement ce que l'on entend par « nettoyage social », l'acception varie suivant les auteurs. C'est pourquoi une de nos premières tâches lors de ce travail sera de définir avec exactitude les implications, pour nous, de cette dénomination.

Une étude intéressante mérite toutefois d'être citée, celle que Carlos Eduardo Rojas <sup>(28)</sup> réalisa pour le C.I.N.E.P. et qui fut publiée en 1994. Ce document est même devenu, aussi bien en Colombie que dans d'autres pays, une référence en matière d'étude du « nettoyage social » ; mais il ne s'agit que

---

<sup>26</sup>- SALAZAR A., « La criminalidad urbana : actores visibles e invisibles », in *Revista Foro*, 1993, n°22, p.40.

<sup>27</sup>- *El Tiempo*, « Hubo 792 muertos menos en 2001 en Colombia », 2-01-2002.

<sup>28</sup>- ROJAS C.E., *La violencia llamada limpieza social*, Bogota : C.I.N.E.P., 1994.

d'un assez bref rapport. Ces constatations montrent le bien-fondé d'une recherche nouvelle qui s'engagerait sur des voies déjà ouvertes, avec l'espoir de déboucher sur une étude et une réflexion encore plus larges et plus approfondies sur le « nettoyage social » en Colombie. Notons encore que Carlos Eduardo Rojas a poursuivi personnellement l'étude de cette thématique (29) en vue de l'obtention d'un magistère mais au sein de la filière « philosophie », optique intéressante mais différente de la nôtre.

En ce qui concerne la méthodologie utilisée pour ce travail, notre recherche s'est déroulée en deux temps. Tout d'abord, nous avons rassemblé un grand nombre d'informations écrites, constituant ainsi une importante bibliographie. Il convient de préciser que, pour ce faire, nous avons profité d'un stage effectué au Palais des Nations Unies à Genève en 1996 pour le service du « Rapporteur Spécial sur la Torture », puis pour celui du « Rapporteur Spécial sur les exécutions », bénéficiant ainsi d'une source d'informations privilégiée. D'autre part, une telle étude ne pouvant être menée à bien sans un séjour en Colombie, nous avons aussi entrepris en 1998 un voyage d'étude de cinq semaines à Bogota durant lequel nous avons été reçue à l'Institut Français d'Études Andines. Pendant cette période, nous avons continué notre travail de collecte de documents, consultant notamment les centres de documentation des O.N.G. et des organismes publics (mairies, chambres de commerce...) mais aussi des bibliothèques universitaires. Nous avons d'autre part pu faire de nombreuses rencontres (membres d'O.N.G, avocats, travailleurs sociaux...) qui se sont révélées fort enrichissantes. Cela nous a permis, en particulier, de nous rendre dans une des localités pauvres de Bogota, Usme, afin de rencontrer des jeunes appartenant à des *bandas juveniles* ou encore d'aller dans le sud de

---

29- ROJAS C.E., *Conflictos morales y Derechos Humanos en Colombia : una mirada desde la « limpieza social »*, mémoire de Magistère : Philosophie : Bogota : 1998.

Bogota pour entrer en contact avec des villageois déplacés par la violence politique quelques jours auparavant.

En raison de la nature du sujet traité, un certain nombre de problèmes s'est posé à nous. En premier lieu est intervenu celui des sources et de leur fiabilité. Certaines d'entre elles jouissent d'une fiabilité indiscutable qui permet leur utilisation sans crainte ; c'est le cas d'O.N.G internationales comme Human Rights Watch et Amnesty International, par exemple, ou encore, au niveau national, du C.I.N.E.P. ou de la « Comisión Intercongregacional de Justicia y Paz ». Cela vaut aussi pour la plupart des auteurs, universitaires ou membres d'O.N.G par exemple. En revanche, d'autres types de sources existent dont les informations méritent d'être maniées avec davantage de prudence. Il s'agit parfois de la presse ou d'organismes dont l'objectivité peut être sujette à caution. Dans ce cas, nous avons toutefois choisi de les utiliser mais avec la plus grande réserve et en rappelant régulièrement cette difficulté.

D'autres aspects de notre sujet posent problème, notamment la partie concernant les responsables et commanditaires d'actes relevant du « nettoyage social ». Ces crimes sont souvent revendiqués, comme nous le verrons plus tard, mais par des groupes ayant pris des noms fictifs, par exemple « Muerte a gaminas ». Comme pour la plupart des délits en Colombie, l'impunité en matière de « nettoyage social » est presque totale. Dans ce domaine, les enquêtes judiciaires et les jugements sont, sauf exceptions, inexistantes. Il est donc difficile de savoir avec une totale exactitude qui sont les responsables et quelles sont leurs motivations. Des indices sérieux ou certains cas ayant débouché sur des arrestations ou présentant des témoins dignes de foi permettent néanmoins d'esquisser des réponses. Il en va de même pour le nombre des victimes. Il existe des organisations qui recensent les cas avec beaucoup de sérieux (le « banco de datos de derechos humanos y violencia política » du C.I.N.E.P. et de « Justicia y Paz ») mais elles ne peuvent recenser

tous les cas existants et cela sur la totalité du territoire national. D'autre part, lorsqu'un toxicomane est assassiné par des inconnus, s'agit-il d'un nouveau cas de « nettoyage social » ou d'un règlement de comptes ? Et lorsqu'un sans-abri disparaît, a-t-il été victime d'un de ces « escadrons » ou a-t-il simplement quitté le quartier ? De toute façon, qui se soucie de lui ? ses *ñeros* <sup>(30)</sup> ? Il n'y a alors aucune chance qu'ils déclarent sa disparition à la Police. Souvent les travailleurs sociaux, les O.N.G et parfois aussi les chercheurs des universités parviennent à manifester la vérité. Mais pour cela, encore faut-il que leur action couvre la zone des faits. Nous disposons ainsi de nombreuses informations pour certaines zones géographiques (notamment pour Bogota) et quasiment d'aucune pour d'autres (par exemple pour les petites villes rurales). En conséquence, l'identification des cas relevant du « nettoyage social » n'est pas toujours évidente et les données sont parfois très limitées. Il n'empêche que nous disposons de suffisamment de données fiables pour réaliser une étude approfondie du phénomène.

Ajoutons une dernière remarque d'ordre méthodologique. Notre travail est une étude générale du « nettoyage social » en Colombie. Néanmoins, pour diverses raisons, nous avons aussi dû choisir un secteur géographique limité servant à la fois de référence et de zone d'étude plus approfondie. Il semble en effet impossible de traiter ce sujet de façon complète, même dans le cadre d'une thèse de doctorat, en examinant la totalité du territoire colombien. La somme de travail, considérable, que cela représente exigerait l'investissement d'une équipe de chercheurs. Comme nous l'avons déjà signalé, certaines zones géographiques ne sont couvertes par des études sérieuses que de façon très partielle. Il nous était impossible de combler ces lacunes par nous même, pour des questions pratiques mais aussi pour des questions de sécurité, cette recherche sur le terrain impliquant une prise de risque considérable. D'autre part, certaines régions présentent des caractéristiques propres qui

---

<sup>30</sup>- diminutif de « compagnons ».

génèrent une situation particulière, susceptible de fausser l'étude générale du phénomène. Je pense notamment aux régions où des traditions remontant à la « Violence » pourraient avoir des conséquences sur le « nettoyage social » local. Il en va de même dans les zones recensant une forte présence de certains acteurs de la violence actuelle (narcotrafiquants, guérilla ou paramilitaires). Ces situations peuvent être à l'origine de comportements et de schémas particuliers et ils rendent donc délicate une étude générale. Malgré tout, ces variantes, fort intéressantes d'ailleurs, seront évoquées dans notre travail puisqu'elles relèvent du « nettoyage social ».

Choisir une zone précise sur laquelle centrer notre travail est vite devenu une nécessité. Notre choix s'est porté sur Santafé de Bogota et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle comprend, selon nous, tous les éléments présents dans le « nettoyage social », sans pour autant que l'un d'entre eux domine. A Cali, par exemple, le rôle du narcotrafic fausserait une étude générale. Dans l'Uraba ou le Cesar, la forte présence de la guérilla et des paramilitaires aurait le même effet. De plus, nous verrons plus tard que les villes colombiennes offrent un terrain favorable à l'apparition et au développement du « nettoyage social » ; Bogota en tant que mégalopole présente ce type de criminalité sous une forme accentuée, complète et aussi relativement dénuée d'aspects politiques. Ainsi, le choix de la capitale se révèle particulièrement intéressant et instructif. En outre, Bogota fait partie des zones fréquemment étudiées par les O.N.G, les travailleurs sociaux mais aussi les chercheurs nationaux et étrangers ; plusieurs universités ont d'ailleurs leurs locaux dans la capitale. Sur le plan de notre recherche personnelle, elle offrait d'autres avantages, comme celui de présenter un accès facile aux diverses sources d'information.

En somme, le sujet et les possibilités d'étude sont vastes et le thème traité est complexe. Il nous a donc paru opportun de choisir des orientations

précises à partir desquelles nous puissions analyser le « nettoyage social ». Parmi toutes les interrogations qu'un tel phénomène suscite, certaines se sont imposées d'emblée. Par exemple, comment expliquer qu'un pays puisse en arriver là ? Comment le « nettoyage social » peut-il constituer pour certains une réponse à des problèmes sociaux tels que l'exclusion ? Cette violence relève-t-elle uniquement d'une idéologie d'extrême-droite ? Et pourquoi les responsables de ces atrocités peuvent-ils mener à bien ces actions dans une impunité presque totale ? C'est principalement à ces questions que nous allons tenter de répondre durant cette thèse. Mais nous pouvons d'ores et déjà dire que le grand absent de ce drame, c'est l'État colombien.

Nous avons réparti notre travail en trois grandes parties qui correspondent aux trois grands protagonistes du « nettoyage social » : les victimes, les coupables et l'État. Tout d'abord, nous évoquerons son apparition et nous définirons ce que nous entendons par « nettoyage social ». Le deuxième grand point de cette première partie sera consacré aux victimes. Ensuite, nous nous intéresserons aux responsables de cette forme de criminalité, c'est-à-dire aux exécutants et aussi aux commanditaires, quand ils ne font pas une seule et même personne. Cela nous conduira à analyser leurs motivations et à revenir sur l'aspect urbain du problème. Notre troisième et dernière partie aura pour thème l'État colombien ; cette étude devrait notamment permettre de mettre en évidence ses faiblesses et de montrer ainsi son rôle et sa responsabilité dans le « nettoyage social ». Nous compléterons notre travail par des annexes présentant, entre autres, des cartes de la Colombie et de Santafé de Bogota ainsi que des coupures de presse relatives à des cas relevant du « nettoyage social ».